

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Macron et leur système désavoués



**Construisons l'opposition
des travailleurs
pour changer le monde !**

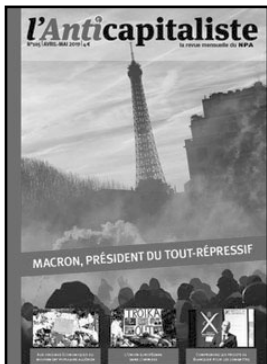
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: _____ Prénom: _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue: _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito	p.3
Dans la santé	p.4-5
<ul style="list-style-type: none"> • Extrême Urgence ! • Une start up pour gérer les lits à l'hôpital ? • Clinique Bordeaux Nord : tout sauf les salaires ! • Un placement « rentable » 	
Dans l'éducation	p.6-7
<ul style="list-style-type: none"> • Mon école va craquer ! • Couvrez ces corps que nous ne saurions voir ! • Fin d'année déstructurée dans un lycée pro • Epreuve de bac spécialité SES... anecdotique ? • Contre la montée des forces réactionnaires... lutter pour changer le monde ! 	
Politique locale	p.8-9
<ul style="list-style-type: none"> • Législatives : après le 2ème tour, les résultats en Gironde • Notre campagne dans la 1ère, la 3ème et la 4ème circonscription 	
Nos vies, pas leurs profits	p.10-11
<ul style="list-style-type: none"> • L'étrange famille Gifi • Echos du bulletin interentreprises Pessac-Cestas • Bordeaux Métropole : «nouveau souffle» pour les profits de Kéolis... • TBM : dégradation permanente 	
Leur société	p.12-14
<ul style="list-style-type: none"> • A Pessac et ailleurs, dans les quartiers, les provocations s'enchaînent • Bordeaux : les sans-abri sont en majorité des travailleurs • Grève de la faim au CRA de Bordeaux • Quand le maire de Pessac s'insurge contre le « mépris » • Nos fiertés sont toujours à revendiquer 	
A voir	p.14
<ul style="list-style-type: none"> • Exposition : Nous et les autres, des préjugés au racisme 	
Les nôtres	p.15
<ul style="list-style-type: none"> • Sylvie Laplace 	
A voir	p.16
<ul style="list-style-type: none"> • <i>La ruche</i>, un film de Blerta Basholli 	

Macron et leur système désavoués : Construisons l'opposition des travailleurs, pour changer le monde !

« *Manifestement, les Français ne nous ont pas donné une majorité* » déclarait Gabriel Attal au soir du 2nd tour. Bel euphémisme pour une déroute, deux mois après la réélection de Macron. Son parti est passé de 314 députés à 170 ! Et il manque à Ensemble une quarantaine de députés pour constituer une majorité.

Le silence de Macron et la cacophonie de ses proches témoignent de leur déstabilisation. Certains évoquent une dissolution dans un avenir proche. Les petites phrases et les tracasseries n'ont pas traîné pour tenter de trouver une « majorité d'action » comme l'a dit Borne... ou une majorité d'opposition pour Mélenchon proposant en vain à ses alliés un groupe commun.

Au-delà du caractère « ingouvernable » de l'Assemblée, Macron et les représentants des classes dominantes craignent que la colère contre ce cirque électoral, qu'exprime l'abstention massive, se transforme en révolte et en luttes, comme le montrent les mobilisations dans la santé, les grèves en Belgique contre l'inflation, en Grande-Bretagne dans les transports...

L'extrême-droite, le premier danger

Le RN obtient 89 élus, plus de dix fois plus qu'en 2017. Il promet des coups d'éclat... mais Le Pen s'est empressée d'assurer qu'ils seraient respectueux des institutions. Ce résultat représente un choc pour de nombreux travailleurs.ses, militant.es.

Avec sa démagogie populiste et raciste, le RN a dévoyé la colère d'une partie des classes populaires. Il veut faire croire au mythe d'un nationalisme protecteur. Son poids parlementaire sera un encouragement pour tous les réactionnaires, les tenants de l'ordre, d'un Etat fort contre les plus faibles, les contestataires, les militants du monde du travail, les étrangers, les LGBT... Le Pen l'a annoncé pendant la campagne : « *constituer un groupe d'opposition déterminant face aux destructeurs d'en haut, la Macronie, et d'en bas, l'extrême gauche* ».

Une comédie parlementaire impuissante

Du côté de la NUPES, passé le bluff de Mélenchon 1^{er} ministre, les 142 élus (en comptant les ultramarins) illustrent que l'alliance a marqué des points auprès d'une partie de la jeunesse et des travailleurs, en

particulier parmi les militant.es syndicaux, en osant se positionner pour un autre monde, en contestant le pouvoir.

Quel sera l'avenir de ce groupe hétéroclite, dont un certain nombre, parmi ceux qui en avaient l'âge, ont participé hier à divers gouvernements et dont une partie gouvernait avec les macroniens d'aujourd'hui dans le gouvernement Hollande ? A peine l'élection passée, les logiques d'appareil reprennent le dessus. Quoi qu'il en soit, le jeu parlementaire, les blocages et les effets de tribune apparaîtront à tous.tes bien dérisoires face à l'ampleur du désastre auquel nous sommes confrontés.

L'inflation brutale, la dégradation des conditions de vie et de travail de tous.tes, les crises énergétique, alimentaire, climatique, les menaces de krach financier, l'extension de la guerre et du militarisme, ne se résoudreont pas à l'Assemblée, taillée sur mesure pour assurer le pouvoir des classes dominantes et la propriété capitaliste.

Aucune réponse ne pourra être apportée dans le seul cadre national. La crise globale dans laquelle nous plonge le capitalisme mondialisé, ne peut trouver d'issue que dans la prise en main de la société par les premier.es de corvée qui relèvent la tête dans le monde entier.

Construire notre opposition, la lutte des classes pour notre propre pouvoir !

La NUPES promet de mener bataille sur les bancs du Parlement, de faire du bruit. Il est probable que ce bruit soit bien vain. Car il n'y a pas d'issue à l'offensive des classes dominantes sans remettre en cause leur pouvoir et le fonctionnement même du capitalisme. Quelles que soient les péripéties parlementaires, le monde de la finance, les grands actionnaires, les véritable décideurs se batront bec et ongles pour maintenir leurs privilèges, leurs profits, leur propriété, et seront prêts pour cela, s'ils le jugent nécessaire, à s'appuyer sur l'extrême-droite et les pires méthodes contre le monde du travail.

Alors oui, il y a urgence à contester ce système, à se préparer à le remplacer, à faire la révolution ! Nous l'avons défendu dans ces élections en menant notre campagne en Gironde pour nos candidats ou en appelant à voter pour ceux de Lutte Ouvrière là où nous n'étions pas présents. C'est bien de cela qu'il nous faut débattre aujourd'hui.



Santé

Extrême Urgence !

Depuis le 18 mai, les urgences de l'hôpital Pellegrin, au CHU, sont fermées au public la nuit. A partir de 17h, seules les personnes adressées par le « 15 » sont admises. Celles qui se présentent directement sont accueillies jusqu'à 22h par des bénévoles de la Sécurité civile qui les aident à appeler le 15. Depuis quelques jours, un poste de médecins libéraux a été installé jusqu'à 24h. Après, elles ne trouvent qu'une affichette et un téléphone devant la porte close... Un choc pour la population et pour les personnels de l'hôpital, aides-soignant.es, infirmier.ères, médecins, cadres... dans un CHU qui depuis des années caracole en haut du classement des « premiers » de France ! Il manque aux urgences la moitié du personnel, en particulier médecins urgentistes qui démissionnent en masse et infirmiers.

Les urgences de près de 120 hôpitaux publics rencontrent aujourd'hui des dysfonctionnements, fermetures partielles... ou totales ! Dans la région, celles d'Oloron ont dans un premier temps annoncé une fermeture pour 4 mois, pour finalement rouvrir partiellement sous la pression de la population et des manifestations, mais de façon très précaire avec un manque criant de médecins.

Dans de nombreuses villes, les personnels des Urgences se mettent en grève comme à Toulouse, où elle est massive.

A Bordeaux, plus de 3000 personnels du CHU ont signé une tribune publiée dans *Le Monde*, dénonçant « un système de santé à bout de souffle après de nombreuses années de restrictions budgétaires », « une gestion industrielle de la médecine » et « la rentabilité avant tout », exigeant « des mesures radicales ». Les cadres de santé du CHU, pourtant peu habitués à contester et à faire grève, étaient parmi les plus mobilisés dans la rue le 7 juin, journée nationale de mobilisation des urgences.

Cette catastrophe annoncée a été préparée depuis des décennies à coups de restrictions budgétaires, de fermetures massives de lits (plus de 100 000), de services, d'hôpitaux entiers, de diminution de places dans les écoles d'infirmières et de pénurie organisée de médecins sur tout le territoire créant des déserts médicaux jusque dans les grandes villes...

Mais l'éphémère ministre de la Santé a trouvé la parade : « Nous avons décidé de réactiver le doublement de la rémunération des heures supplémentaires du personnel non médical et du temps de travail additionnel des médecins pour l'ensemble de la période estivale » ! Alors que tout le monde est au bout du rouleau, que les arrêts maladie tombent en cascade à l'hôpital, obligeant à des fermetures de services avant même la période des congés... le gouvernement n'a d'autre solution que de demander aux personnels épuisés de... faire des heures supplémentaires !

Quant à la « mission flash » de Macron, censée rendre ses conclusions pour le 28 juin, absolument personne n'en attend quoi que ce soit. Alors oui, il faut « des mesures radicales » comme l'exige la tribune des soignants du CHU. Mais seule la mobilisation des soignants et de la population pourra les imposer !

Isabelle Ufferte



Une start up pour gérer les lits à l'hôpital ?

L'APHP des hôpitaux de Paris a décidé de confier la gestion des lits à la start up « Neo Santé ». L'objectif est d'optimiser l'occupation des lits, dans une situation de pénurie où les lits manquent partout.

Si beaucoup trouvent choquant de confier cette tâche à une entreprise privée, plus que cela c'est le gâchis auquel on est confronté qui révolte : une santé gérée comme n'importe quelle marchandise au détriment des patients et de la qualité des soins.

Echo du bulletin santé du NPA 33 - juin 2022

Clinique Bordeaux Nord

Tout sauf les salaires !

Une enquête réalisée par la CGT à laquelle plus de 200 salariés ont répondu porte, entre autres, une revendication majoritaire : une augmentation de salaire de 200 à 300 € bruts. L'augmentation des bénéfices de 1,2 million en 2020 à 2,3 millions en 2021 est un encouragement à exiger notre dû d'autant plus que l'année dernière les salaires n'avaient pas augmenté. Mais cette fois encore, pour la direction, pas question de les augmenter !

Face aux départs massifs de salarié.es qui jettent l'éponge, elle ne peut pourtant pas faire autrement que de lâcher sur quelques-unes de nos exigences.

Elle propose un supplément de participation de 500 € qui s'ajoute aux 900 € de participation aux bénéfices imposée par la loi. De mémoire, un tel montant, non négligeable pour beaucoup d'entre nous, n'a jamais été octroyé. A cela s'ajoute une augmentation de la prime d'assiduité de 25 à 50 € par mois. Elle a aussi accepté l'alignement des salaires des assistantes sociales sur ceux des infirmières, soit 200 € d'augmentation ; face

aux démissions, elle avait lâché une prime de Bloc et Réveil de 125 € bruts pour les infirmières en situation de faire des astreintes et a accepté 5 jours de congés supplémentaires pour compenser le temps d'habillage et de déshabillage pour les salariés en 7h.

Ces primes sont guidées par un leitmotiv : il faut rémunérer ceux qui travaillent, qui sont présents, mais certainement pas augmenter les salaires de tous. A traduire : les collègues

malades, absents, etc... n'ont qu'à bien se tenir ! La même musique que le gouvernement. Choquant quand on sait que notre métier est de prendre soin des autres.

Une nouvelle réunion aura lieu avec la direction début juillet. Nous déciderons toutes et tous ensemble des suites à donner.

Isabelle Larroquet



Un placement « rentable »

En France, 1,3 million de personnes de plus de 60 ans sont reconnues dépendantes et on estime que 4 millions de personnes le seront en 2050, dont beaucoup connaîtront un degré de dépendance imposant d'intégrer un EHPAD.

Le nombre de places rapporté à la population de personnes de plus de 75 ans varie du simple au quadruple selon les départements. Le coût « moyen » d'une place en EHPAD atteint 2214 € par mois : 1936 € en EHPAD public, 2147 € dans l'associatif et... 2898 € dans le privé !

Les patrons du secteur privé justifient leurs tarifs par la qualité des prestations proposées. C'est faux ! Le taux d'encadrement des résidents est de 55,6 % dans le privé contre 68,1 % dans le public, pareil pour la qualité de la restauration ou encore des animations.

Tout cela se fait avec la complicité des autorités publiques qui favorisent la création d'établissements privés sous de fallacieux prétextes. Les patrons rognent sur les salaires des employé.es, sur les soins et l'hygiène, les actionnaires se gavent sur les dividendes quand les résidents doivent vider l'épargne d'une vie pour payer le loyer.

C'est bien l'expropriation des groupes capitalistes de « l'or gris », ces parasites de la dépendance et de la détresse humaine qui est à l'ordre du jour !

Mon école va craquer !

Dans les écoles, le non-remplacement des collègues absent.e.s est devenu la règle et à l'annonce d'une absence le matin, nous savons qu'il va falloir se débrouiller et répartir les élèves dans les classes.

Aucun moyen supplémentaire en personnel n'a été prévu pendant la période du Covid, et si la situation s'est aujourd'hui améliorée sur le plan sanitaire, rien n'a changé sur le front des remplacements. Tous les jours, des centaines de classes restent sans remplaçant.es. Accumulées, ce sont des milliers d'heures d'apprentissage de perdues pour les élèves et une dégradation de leurs conditions d'écoliers, trimballés de classe en classe ou ramenés à la maison.

Nous connaissons des situations invraisemblables comme des classes où s'entassent plus de 40 élèves, et sur des temps parfois assez longs, entraînant l'épuisement de tous. Situation aussi nouvelle, des congés maternité ou absences pré-

vue de longue date ne sont plus systématiquement anticipées et remplacées. C'est une dégradation sévère de nos conditions de travail et le ras-le-bol commence à se manifester, y compris pour les parents sollicités (garde à la maison, organisation avec la famille, les proches ou d'autres parents... une vraie galère).

Les conséquences de la désorganisation qui devient notre quotidien sont délétères pour les élèves, les enseignant.es et les familles. Comment convaincre les parents de l'importance de l'assiduité, du partenariat construit avec l'école ? C'est encore les élèves les plus en difficultés qui en font les frais.

Beaucoup d'écoles commencent à manifester leur ras-le-bol contre le scandale que constitue le non-remplacement. Les collègues du cubzageais se sont mobilisés au mois d'avril et sont allés, à une centaine avec des parents interpeler l'inspecteur du secteur. Ils dénonçaient « une situation critique », avec « plus de

150 journées de classe non remplacées en 7 semaines » ! Des conseils d'école expriment leur exaspération par des votes de motions. Le mécontentement grandissant a contraint l'intersyndicale au grand complet (FSU, CGT Educ'Action, FO, SE-UNSA, CFDT) et la FCPE à appeler à un rassemblement, mercredi 29 juin à 15 h devant la DSDEN (direction des services départementaux de l'Education nationale).

Nos mobilisations, avec les syndicats ou en nous organisant directement par nous-mêmes sur nos écoles et nos secteurs, doivent porter l'exigence de postes d'enseignants statutaires en nombre suffisant, la titularisation de toutes et tous, enseignantEs, AESH et AED, et les moyens matériels nécessaires pour assurer des conditions d'enseignement et d'apprentissage corrects.

Correspondantes

Couvrez ces corps que nous ne saurions voir !

Comme à chaque période de hausse des températures, au lycée, les tenues des jeunes filles sont l'objet de crises passion.

Certain.e.s collègues enseignant.e.s ou membres de la vie scolaire ne supportent pas de voir des élèves porter des vêtements qui dévoileraient des parties de leurs corps : crop tops, dos nus, décolletés échancrés, shorts ne seraient pas des tenues suffisamment « décentes », seraient « inappropriées » au lycée ou encore parce que « c'est dans la nature, ça déconcentre les garçons ».

Il y a deux ans feu Jean-Michel Blanquer nous avait régalé avec son expression de « tenue républicaine » censée donner un cadre aux nombreuses interdictions de tenues. Il semble exister une sorte d'accord de bon sens au sein de certaines salles de profs et administrations selon lequel les corps des filles posent problèmes lorsqu'ils sont dévoilés l'été, problèmes qui justifieraient leur exclusion de cours voire même exclusion d'établissement.

La croisade morale de certains zélés encouragés par un climat réactionnaire se heurte néanmoins à l'état de conscience des élèves et de quelques collègues choqués et solidaires.

La sexualisation du corps des filles dans la société est pourtant bien un problème

majeur. Que ce soit dans la publicité, dans les films, la littérature etc., le corps d'une lycéenne est présenté comme un objet de désir sexuel même pour des adultes. Mais ce n'est certainement pas le rôle de l'école, aujourd'hui, de continuer à propager ce genre d'idée. Au contraire l'école devrait être un lieu où il est possible de discuter des injonctions qui pèsent sur les corps des filles : minceur, épilation, sexualisation ainsi que tous les préjugés au sujet des relations filles garçons et des différentes sexualités possibles. Plutôt que de fonctionner par la répression, l'école devrait ouvrir des réflexions émancipatrices.

Progressivement, les idées féministes, c'est-à-dire la liberté de disposer de son corps, se sont diffusées dans la tête des élèves et notamment des filles. Elles défendent avec ardeur leur droit à s'habiller comme elles veulent et refusent les remarques et injonctions sexistes. Dans plusieurs lycées, les élèves stigmatisées sont soutenues par leurs camarades. Lorsque les chefs d'établissement interdisent une tenue, des groupes entiers de filles se mettent d'accord pour porter cette tenue le lendemain !

Chloé



Fin d'année déstructurée dans un lycée pro

Mois de mai, N., prof d'espagnol, 10 classes, environ 250 élèves, doit préparer pour ses trois classes de terminale les sujets des épreuves de la première session du bac pro version Blanquer. Un écrit et un oral pour chaque élève... qu'elle doit préparer en double, pour ceux qui ne viendraient pas à la première convocation. Elle doit ensuite corriger elle-même ses propres élèves, puis saisir les notes. Tout en continuant à assurer ses cours pour les autres classes.

Le même mois, V., prof de vente, 3 classes, doit faire passer à ses 30 élèves de terminale, un oral de « chef d'œuvre ». Quinze minutes pour que chaque élève présente un projet professionnel, réalisé ou non... un jour et demi pris sur les autres cours. Sans compter, là aussi, ceux qu'il faut reconvoquer parce qu'ils ne se sont pas présentés. Elle doit finir de corriger leurs dossiers professionnels, remplir une somme de papiers pour combiner les notes de stages, de contrôle continu, d'oral. Et puis remplir le livret scolaire numérique, qui a fait suite à la saisie sur Parcoursup. Tout en bossant pour les autres classes et continuer à préparer les terminales qui ont aussi des épreuves écrites au mois de juin.

Toujours en mai, F. prof de français-histoire-géo, 3 classes, dont deux de terminale, poursuit ses cours pour « finir le programme » et préparer les deux épreuves de juin... alors que ses élèves sont déboussolés par la désorganisation.

Ces élèves de Terminale sont les premières victimes du nouveau bac. Il faut les convaincre de continuer à venir, alors que tous les emplois du temps sont chamboulés quotidiennement, que les épreuves dans certaines disciplines ont déjà eu lieu, qu'ils ont le stress de se préparer pour d'autres. Et en juin, ils ont d'autres épreuves écrites... qui auront lieu alors que les résultats de Parcoursup ont déjà commencé à sortir, sans attendre les résultats du Bac qui arriveront le 5 juillet, alors que tout sera déjà joué pour l'orientation !

Ajouter à cela une canicule pendant les épreuves... et on comprendra à quel point le ras-le-bol, la colère et la fatigue règnent dans les salles des profs. Inutile de dire que la gifle prise par Blanquer aux élections, effet direct de la grève du mois de janvier, a fait plaisir...

Correspondant

Epreuves de bac spécialité en SES... anecdotique ?

La semaine du 10 mai a eu lieu pour la première fois depuis le début de la réforme du lycée, une partie des épreuves du bac Blanquer. Les épreuves de spécialité (épreuves que les élèves choisissent en voie générale et technologique parmi lesquelles figurent les maths, la SVT, la Physique Chimie, les Sciences Economiques et sociales, la Littérature etc) auraient normalement dû avoir lieu en mars, mais la mobilisation des enseignant.e.s pendant le Covid a permis de les décaler. Normalement, dans l'ancien bac, à chaque jour correspondait une épreuve particulière. Dans cette nouvelle version, la quantité de spécialités et la disparition des filières (ES-S-L) font que de nombreuses matières ont été passées sur deux jours. Par exemple, en SES, les enseignant.e.s ont appris au dernier moment qu'une partie des élèves passait le bac le mercredi et l'autre partie le jeudi. Les sujets bien entendu étaient différents ce qui rompt clairement avec le principe d'égalité dans l'examen.

Par ailleurs, les sujets proposés le deuxième jour auraient pu être des commandes patronales ou des suggestions venant de think tank libéraux que cela n'aurait pas été étonnant : « À partir d'un exemple, vous montrerez que l'innovation peut aider à reculer les limites écologiques de la croissance » ; « À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale peut produire des effets pervers ». Bien évidemment, ces questions sont abordées dans le programme, mais l'objectif, le plus souvent, est plutôt d'apprendre à démonter ces idées là, plutôt que de leur donner du crédit. Il est parfois très difficile en tant qu'enseignant.e.s de lutter contre les préjugés entretenus par les politiques et autres éditorialistes en classe, il devient alors encore plus affligeant de noter les élèves sur une récitation proposée par CNEWS.

Chloé

Contre la montée des forces réactionnaires... lutter pour changer le monde !

À la mi-mai, les syndicats CGT Educ'action et Enseignement privé d'Aquitaine organisaient une formation syndicale de deux jours intitulée : « Contre l'extrême-droite, ses idées, son influence, le nationalisme, l'autoritarisme d'Etat... Lutter pour nos droits sociaux et démocratiques ! ».

Une quarantaine de camarades y ont participé et la discussion a vite porté sur les racines du problème, le système capitaliste, tant le lien est évident entre la montée de l'extrême-droite, la généralisation des politiques sécuritaires, et la crise du capitalisme, de plus en plus brutal pour exploiter les travailleurs. La discussion a pointé aussi les responsabilités de la gauche au pouvoir, ainsi que celles du syndicalisme qui a renoncé à renverser ce système.

Une réussite pour l'ensemble des participants, pour la richesse et la diversité des échanges et points de vue exprimés... et un grand bol d'air et d'énergie dans le climat politique actuel.

Correspondant

Législatives : après le 2^{ème} tour, les résultats en

Sur les douze circonscriptions, Ensemble Sobtient sept député-e-s, la NUPES trois (un PS, un LFI, un EELV), et pour la première fois en Gironde, le RN deux.

L'abstention a été très élevée, entre 47 et 58 %, avec des pics dans les quartiers et les communes les plus populaires comme à Lormont, 61,83 % et Cenon, 58,94 %.

Les macronistes ont été clairement sanctionnés, perdant trois députés sur dix sortants. Simian, le harceleur du Médoc, a reçu une gifle cinglante, éliminé dès le 1^{er} tour avec 3,68 %... Dans la 2^{ème} circonscription, Bordeaux centre, leur candidate perd 17 points !

Le choc est venu du côté du RN, qui a accédé au 2nd tour dans quatre circonscriptions au lieu de deux en 2017, progressant de plus de 63 000 voix. Dans les zones les plus pauvres et les plus inégalitaires, ils ont redoublé de démagogie populiste. Sur la

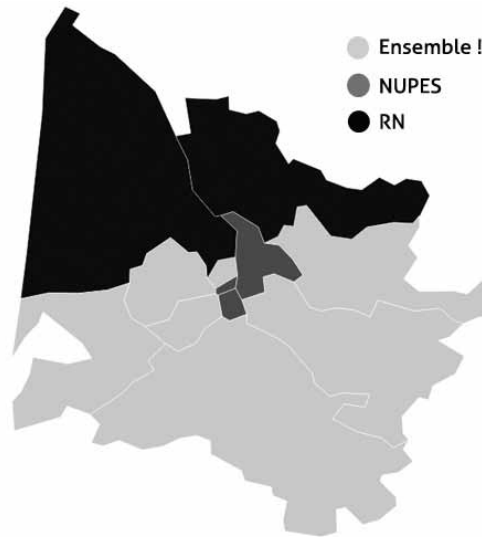
11^{ème} (Blayais), Diaz, élue, atteint 58,7 %. De Fournas, dans le Médoc, est élu avec 53,28 %, triplant ses voix de 2017. Dans la 8^{ème} (Arcachon), le RN, battu, multiplie ses voix par 3,5. Et dans la 10^{ème} (Li-

bourne), leur candidate battue gagne plus de 14 points.

La NUPES était présente au 2nd tour dans neuf circonscriptions sur douze, gagnant un député supplémentaire EELV dans Bordeaux centre. En 2012, PS et EELV avaient onze élus ! Les deux réélus, A. David (PS) et L. Prud'homme (LFI) gagnent avec plus de 59 %. Ce dernier commentant la défaite de Macron déclarait le soir du 2nd tour : « On entre dans un champ politique inconnu et inédit ».

Le vrai caractère « inédit » est la fracture profonde entre le cirque électoral et la colère des classes populaires qui massivement ne se sont pas déplacées.

Les élus ont un lourd passé de combinaisons politiciennes. A. David : 30 ans de cogestion avec la droite à la Métropole. N. Thierry : ancien d'un cabinet ministériel sous Hollande, vice-président puis



VOTONS ANTICAPITALISTE ET REVOLUTIONNAIRE

NPA
NOUVEAUX PARTIS ANTICAPITALISTES
www.npa33.org

Prenons nos affaires en main pour changer le monde maintenant !

Isabelle LARROQUET
56 ans, infirmière, militante syndicale,
Remplaçant : **Éric LAFARGUE**
61 ans, ouvrier licencié de l'automobile, militant syndical

Dans la 1^{ère} circonscription

Nous avons présenté deux camarades du comité Bordeaux-Nord sur cette circonscription, Isabelle Larroquet, infirmière à la clinique Bordeaux Nord et Eric Lafargue, ancien salarié de Ford, tous deux militants syndicaux.

Nos scores ont été modestes, avec une abstention à 49,99 % : 0,32 %, 165 voix,

un peu moins qu'en 2017 (0,46 et 221 voix). LO et le POID se présentaient et ils ont obtenu 0,49 et 0,23 % des voix.

La campagne a été l'occasion de discuter largement autour de nous, dans les marchés, supermarchés, dans les quartiers populaires du Grand Parc, de Ginko et des Aubiers : avec des rencontres de personnes révoltées par la situation, par les richesses accumulées à un pôle alors que de l'autre côté avec la hausse des prix des produits de 1^{ère} nécessité, beaucoup peinent à finir le mois, vivent sous le seuil de pauvreté (plus de 14 % dans la circonscription).

La campagne nous a aussi permis de débattre lors d'une réunion publique avec des camarades qui, avec Philippe Poutou, se sont éloignés de la fédération depuis leur choix de se présenter avec la LFI aux municipales et aux régionales. Philippe est venu soutenir notre candidature car la candidate NUPES était ici une EELV. Il a expliqué pourquoi la majorité de la direction nationale du NPA faisait le choix de soutenir les candidats de

la NUPES présentés comme une « gauche de rupture », comme sur la 3^{ème} circonscription contre notre camarade (voir page suivante).

La discussion a mis en lumière deux choix et compréhensions de la situation. D'un côté, des camarades pensant qu'en votant massivement pour la NUPES, on pouvait retarder les attaques du gouvernement, sur les retraites notamment. Et que cela pouvait être un espoir pour reconstituer une « gauche combattive », comme le défendait Philippe.

Pour les camarades du comité Bordeaux Nord, il est nécessaire de défendre notre indépendance face à l'alliance électoraliste de la NUPES, le passé de ses composantes dans les gouvernements Hollande et Jospin, et les illusions institutionnelles qu'elle entretient, qui ne peuvent que désarmer le monde du travail. Une indépendance nécessaire pour construire un parti révolutionnaire qui encourage les luttes et l'intervention directe des travailleurs pour prendre le contrôle de toute la société, la révolution.

Autre point en débat qui s'est exprimé publiquement : au regard de ces divergences qui traversent le NPA, Philippe a expliqué qu'il valait mieux se séparer. Pour notre part, nous pensons qu'il faut continuer à débattre d'un programme, et militer pour le regroupement des révolutionnaires par-delà les divergences ou les incompréhensions.

Ces débats que nous n'avons pas pu avoir depuis bien longtemps ont montré que la discussion est nécessaire pour travailler au regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires, en toute indépendance des partis institutionnels.

Le comité Bordeaux Nord

Gironde

concurrent de Rousset à la Région... bien dans le moule de la gauche capitaliste. Le même moule que les Panonacle, Boudié, Pouillat, Lavergne, élus LREM ex-proches du PS, ou Cazenave, ex du secrétariat de Hollande et ex d'une alliance électorale avec LR...

Un petit monde très loin de nos intérêts de travailleur-se-s que nous ne pourrions défendre qu'en toute indépendance de ces partis institutionnels, comme nous avons voulu le faire entendre en présentant trois candidat-e-s NPA en Gironde.

Retours sur la campagne de la 3^{ème} circonscription

« Bien sûr qu'il faut faire la révolution »

Le comité Bordeaux Sud, fondé il y a environ deux ans, avait décidé de partir en campagne à l'occasion des législatives. Nous voulions profiter de ce moment pour développer notre intervention sur les villes et quartiers du Sud de la Métropole où notre comité milite. Le comité avait proposé de présenter François Daurel, agent de production à La Poste et militant CGT, et Chloé Joubert, enseignante à Villenave d'Ornon.

Cette circonscription regroupe des quartiers et des communes populaires de la métropole qui votent traditionnellement « à gauche » comme les quartiers Sud de Bordeaux, Bègles, Villenave et Talence. Après Noël Mamère, élu depuis 1997, c'est LFI qui avait de justesse remporté l'élection en 2017 avec Loïc Prud'homme. Avec l'union de la gauche de 2022, il était clair que la NUPES jouait la partie à domicile sans véritable inquiétude sur sa réélection. Leur score de 45 % au premier tour l'attestait.

De notre côté, nous avons voulu une campagne qui mette en avant le projet révolutionnaire face au projet institutionnel de la NUPES. Notre campagne pouvait se résumer ainsi : face à l'urgence climatique et sociale, il y a urgence à faire la révolution !

Notre objectif était de parler directement avec les habitants des quartiers populaires de la nécessité de la révolution. La campagne a mis en activité une quinzaine de camarades, du comité ou non, militant.es du NPA ou sympathisant.es. Nous avons réalisé 7 vidéos dans lesquelles nous avons mis en avant la nécessité de prendre le pouvoir pour imposer des mesures évidentes. Nous avons fait une trentaine d'activités, principalement des diffusions de tracts devant des supermarchés de quartiers mais aussi quelques porte à porte. Notre score, comme tous ceux du NPA, est faible et ne reflète pas la dynamique de la campagne. Nous faisons 260 voix soit 0,59% et nos camarades révolutionnaires de LO font 314 voix soit 0,71%. A titre de comparaison en 2017 le NPA ne présentait pas de candidats et LO faisait 213 voix soit 0,54%. Malgré tout, si nous avons pu vérifier une chose c'est que notre classe n'a pas peur du mot révolution ! Que ce soit des retraités ou des travailleurs pauvres, des anciens gilets jaunes, beaucoup nous ont dit, parfois avec leurs mots, qu'ils savaient bien que les élections ne changeraient rien et qu'il faudrait un jour prendre le pouvoir. Une petite dizaine de personnes ont manifesté l'envie de rejoindre le NPA suite à la campagne, c'est maintenant à nous de leur donner envie de construire ensemble un parti pour la révolution !

François



Dans la 4^{ème} circonscription

Dans la 4^{ème} circonscription où nos élues du NPA de Lormont, Monica Casanova et de Cenon, Christine Héraud étaient candidates, notre campagne a été à l'image des résultats marqués par la très forte abstention dans les communes les plus populaires : 61,83 % à Lormont et 58,94 % à Cenon.

0,77 % des électeurs ont voté pour notre candidature, 0,99 % pour la candidate de Lutte ouvrière. Pour modestes que soient ces résultats des révolutionnaires, ils expriment l'existence d'un courant dans la population qui pense n'avoir rien à attendre des politiciens qui se présentaient à leur suffrage, conscient de la nécessité de se battre lui-même pour ses intérêts.

La NUPES était représentée par le député PS sortant Alain David, ex-maire de Cenon, ex vice-président de la Métropole, qui a eu du mal à convaincre les électeurs de se déplacer, lui dont les amis socialistes sous Hollande ou dans les précédents gouvernements ont multiplié les attaques contre les salarié.e.s et les classes populaires. Des camarades proches de LFI qui ne

pouvaient se sentir représentés par un dirigeant du PS nous ont apporté leur soutien, nous ont aidés à coller, à tracter... Un camarade du PC et sa femme ont voté chacun pour une candidate révolutionnaire...

Sur les marchés, devant les supermarchés ou les usines où nous sommes intervenus, nous avons surtout discuté de ce qui préoccupe la plupart des habitants des quartiers : la flambée des prix, les salaires insuffisants, la dégradation des conditions de travail, la précarisation. Nous avons aussi beaucoup discuté de la guerre et de ses conséquences avec l'inflation, les pénuries, la crainte d'un embrasement plus général qui serait une catastrophe pour les populations.

Cette courte campagne a été l'occasion de renouer avec des camarades, de débattre avec des habitants des quartiers et d'exprimer une colère et une conscience indispensables pour les luttes et le parti révolutionnaire à construire.

Le comité Rive droite

L'étrange famille Gifi

On ne présente plus Gifi : vendant des produits à bas prix depuis plus de 40 ans, son fondateur Philippe Ginestet était la 27^{ème} fortune française en 2020 (1,5 milliard de dollars selon Forbes en 2022). Vantant ses origines modestes comparées aux autres milliardaires, il raconte à qui veut l'entendre que son histoire prouve qu'il suffit de travailler durement pour rejoindre les premiers de cordée. Outre cette légende méritocratique, un autre mythe est mis en avant dans la communication de l'entreprise : Gifi est une grande famille, dans laquelle les salariés sont heureux de travailler.

Il y a la théorie, et la pratique... Pour maintenir ses marges face à la concurrence, l'entreprise organise le sous-effectif permanent et, pour compenser, une gestion d'équipe qui tourne au harcèlement. Plutôt que d'embaucher, les cadres de Gifi rabaissent, avec une critique permanente du travail effectué, accompagnée parfois d'attaques personnelles, « *si ton rayon n'est pas bien rangé, c'est que ton esprit n'est pas bien rangé* »... Ces méthodes visent à augmenter la productivité individuelle et conduisent à un surmenage qui touche aussi bien les employés, les cadres du bas de l'échelon, les intérimaires et les stagiaires.

Et combien d'intérimaires et de stagiaires dans cette grande famille recompo-



sée ? Le magasin Gifi de Cestas, par exemple, a déjà fonctionné avec 2 fois plus de stagiaires que d'employés par le passé. Le paroxysme a été atteint en avril de cette année, après un changement d'équipe de gestion, alors qu'il ne restait plus qu'un seul salarié permanent (hors-cadres) mais qu'on pouvait trouver une quinzaine d'intérimaires et stagiaires dans le magasin... Combinaison de main d'œuvre gratuite et de main d'œuvre précaire et interchangeable, avec des règles absurdes telles que l'absence de tabouret en caisse, pauses de 5 minutes sur une journée de 8 heures et demie... Et les intérimaires qui, préférant l'incertitude au calvaire choisissaient d'arrêter leur mission prématurément, étaient remplacés l'après-midi même s'ils partaient dans la matinée.

Face à la crise internationale, à l'intensification de la concurrence, la course au profit encourage l'entreprise à accroître la brutalité de ses méthodes. Les patrons « *partis de rien* » comme Philippe Ginestet n'ont pas plus de considération que les autres pour nous, les travailleurs du rang. N'attendant rien de ces gens, sinon leur mépris, organisons-nous et prenons-leur le pouvoir, seule possibilité pour travailler dans des conditions saines et respectueuses !

Correspondant

Echos du bulletin interentreprises Pessac-Cestas - juin 2022

Des augmentations, pas des chèques en bois !

Le Maire, ministre de l'économie, vient d'interpeler les patrons : « *Les entreprises qui peuvent augmenter les salaires doivent augmenter les salaires* »... Mais il les a vite rassurés en rejetant « *les augmentations générales, partout, décidées par l'administration, ce n'est pas comme ça que ça marche* ». Ce qu'il prévoit, ce sont des aumônes ou des primes dérisoires défiscalisées pour les patrons. On est loin du compte !

Partout les prix flambent, carburants, énergie, caddie de supermarché... *Que Choisir* estime à 6,1 % l'augmentation des prix sur un an. La Fédération patronale du commerce prévoit déjà des hausses de 7 à 10 % pour la rentrée de septembre.

Il est impossible de finir les mois pour de plus en plus d'entre nous. Alors ras-le-bol des discours. Ce sont de vrais augmentations de salaires qu'il nous faut imposer !

A la Poste : Koh-Lanta de la galère

Quand à la PIC [Plateforme Industrielle Courrier de la Poste] il y a une poignée de CDI à pourvoir, c'est toute une histoire. Les intérimaires qui sont là depuis des années ne sont apparemment jamais assez bons aux yeux de la direction.

Cette année, celle-ci innove en prenant 9 personnes qui sont à Pôle-emploi et qui « acceptent » de faire un « stage » à la PIC pendant un mois. Ce « stage » est en réalité un mois de travail à 35h, exactement sur les mêmes lignes de production que n'importe quel collègue. Par contre la rémunération n'est pas la même. Ou plutôt la « gratification ».

La PIC ne donnerait qu'aux alentours de 700 € par stagiaire, pour un mois de travail à 35h par semaine ! A peine la moitié du salaire minimum ! Certes cette somme peut se cumuler avec les aides de Pôle-emploi... quand on en a. Mais certains de ces « stagiaires » ont à juste titre refusé de travailler autant en étant rémunéré deux fois moins que les autres et ont démissionné dès le lendemain du premier jour.

A travail égal, salaire égal ! Et puis c'est encore un système où c'est la collectivité qui paye la différence par le biais de Pôle emploi alors que l'entreprise n'a même pas à payer un salaire complet pour un temps complet...

Bordeaux Métropole : « nouveau souffle » en vue pour les profits de Kéolis...

Le 8 juillet, la Métropole devrait voter, à la demande de son président Anziani, le renouvellement pour 8 ans de la délégation de service public (DSP) de TBM, (tram, bus, vélos libre-service, Batcub) à Kéolis Bordeaux Métropole Mobilités, transformation de Kéolis Bordeaux Métropole qui en assurait la gestion depuis 2009. Le nouveau contrat porte sur un total de 2,2 milliards d'euros, financés pour deux tiers par la communauté (1,4 milliard), le reste étant à charge de Kéolis qui reverse par ailleurs les recettes à la Métropole. Il a fait l'objet d'une procédure d'appel d'offre sur laquelle auraient planché une cinquantaine de personnes pendant plus d'un an et demi pour départager les deux postulants, Kéolis et Transdev.

Selon Anziani, les 2,2 milliards d'euros sont « *un record historique* » et le choix de Kéolis se justifie par une offre plus intéressante : développement des lignes de bus express, augmentation de la fréquence des passages de tram, etc. Sans oublier la création de deux lignes de tram supplémentaires qui devraient entrer en service en 2025. En réalité, il s'agit, grâce à l'installation de nouveaux aiguillages Porte de Bourgogne sur les lignes existantes, de créer une liaison directe, sans changement, entre Bègles, la gare St-Jean et l'aéroport (ligne F) et entre Blanquefort et Floirac (ligne E) ... Selon Hurmic, cela devrait donner « *un nouveau souffle au réseau* » ...

Du souffle surtout aux profits que Kéolis Bordeaux Métropole Mobilités prélèvera sur les 183 millions d'euros qui lui reviendront tous les ans pour faire fonctionner le réseau, alors que l'essentiel des investissements, travaux d'aménagement, achat de nouvelles rames, de nouveaux bus, etc., restent à la charge de la métropole et viennent ainsi s'ajouter au budget de la DSP.

Kéolis Bordeaux Métropole est une filiale de Kéolis, elle-même filiale de la SNCF qui détient 70 % de son capital, les 30 % restants étant détenus par CDPQ, caisse de dépôt et placement du Québec.

Kéolis a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 6,3 milliards d'euros, en hausse de 10,3 %, tandis que son résultat net

aurait augmenté de 20 millions d'euros. Elle aurait gagné, en France, 115 appels d'offres sur l'année, dont le renouvellement du contrat de Bordeaux. Multinationale, elle a aussi emporté le marché du tram et du métro de Dubaï, divers contrats en Australie...

CDQP, quant à elle, a pour mission de faire « *fructifier* » les fonds collectés par diverses caisses de retraite et d'assurance du Québec. Elle les investit dans des affaires diverses, réparties sur quelques 65 pays. Son actif net s'élevait à 420 milliards de dollars en 2021, avec un rendement moyen de 9,6 % sur 10 ans.

Nous sommes totalement solidaires des plus de 6 millions de Québécoises et Québécois dont CDPQ fait « prospérer » les caisses de retraites et nous espérons pour eux qu'un effondrement financier ne vienne pas les réduire à néant. Mais nous ne pouvons que dénoncer ce système absurde où les collectivités locales servent de vache à lait à des multinationales qui engrangent des profits indécents. Bordeaux Métropole a décidé récemment de repasser en régie le service des eaux. A quand la mise en régie de TBM ?

Daniel Minvielle



TBM : dégradation permanente

La presse et les blogs syndicaux témoignent de la dégradation permanente du matériel et des conditions de travail à TBM.

Les incendies accidentels de bus se multiplient : deux dans la deuxième semaine de juin, et déjà deux autres au mois de mai, auxquels il faut ajouter deux départs de feu supplémentaires le même mois, stoppés grâce à des automobilistes prévenant assez tôt les conducteurs. Dans un des cas d'incendie, l'extincteur du bus était défectueux. Par chance, il n'y a eu aucune victime. Mais personne ne croit le directeur général de Keolis Bordeaux qui évoque un malheureux hasard.

Clairement, c'est la vétusté et la maintenance des bus qui est en cause, certains ayant largement dépassé les quinze ans d'utilisation. Des conducteurs témoignent qu'ils roulent avec des voyants oranges allumés en permanence... Ceux qui bossent aux ateliers expliquent qu'ils ne sont pas assez nombreux pour faire toutes les réparations. Sur un blog syndical, les échanges entre conducteurs témoignent des dégâts de la canicule dans les bus sans climatisation, où il fait aussi chaud dedans que dehors, au prix d'une fatigue et d'un stress permanent... qui viennent s'ajouter à des conditions déjà difficiles, provoquant une multiplication des arrêts de travail.

Quant à la négociation du nouveau contrat, c'est aussi un facteur d'inquiétude pour les salariés. Le passage de « Keolis Bordeaux Métropole » à la nouvelle société « Keolis Bordeaux Métropole Mobilités » va permettre à la nouvelle société de remettre à plat les accords d'entreprise. Dans un courrier adressé aux syndicats, la présidente de Keolis jure qu'elle va poursuivre « *un dialogue social franc* »... D'ailleurs, elle écrit que « *nous avons prévu la reprise des accords... et leur évolution éventuelle dans le cadre strict de négociations internes* ». Effectivement, ça sent la franchise.

A Pessac et ailleurs, dans les quartiers, les provocations s'enchaînent

Il y a quelques semaines, la répression policière aux abords du stade de France et les mensonges orchestrés par Darmanin et le Préfet Lallement, bien connu pour ses exactions contre les gilets jaunes, étaient l'occasion d'une campagne grossière et provocatrice contre les jeunes des quartiers de Saint Denis et les supporters de Liverpool... alors que toutes les images rendues publiques témoignaient de la violence des « forces de l'ordre » ! Heureusement que supporters et journalistes les ont diffusées... celles de la vidéo-surveillance du stade ont purement et simplement été effacées « automatiquement », c'est ballot !

Darmanin et tous les Le Pen, Zemmour, Ciotti et autres politiciens au service des classes dominantes n'ont que propos haineux contre les habitants des quartiers pour mieux essayer de nous diviser, ils voudraient nous habituer à la violence d'Etat, à leurs mensonges. Comme disait le groupe de rap Sniper, « *On est catalogué et coupable à chaque fois...* » !

A Arago-La Chataigneraie, un des « *quartiers prioritaires de la politique de la ville* » de Pessac, la mairie a inauguré il y a quelques semaines un... commissariat de quartier. Cela fait partie de son plan global de renforcement de la « sécurité » avec armement des policiers municipaux, doublement des caméra de surveillance, poste central de coordination, déploiement de drones... que du bonheur pour la « tranquillité » publique !

En attendant, les poubelles de la cité débordent, les sacs s'accumulent sur les trottoirs avec la vue et l'odeur qui vont avec, mairie et métropole étant incapables d'assurer un ramassage et un nettoyage suffisant... La « rénovation » du quartier il

y a quelques années, les peintures extérieures, les massifs de fleurs et les arbres ne peuvent masquer l'abandon dans lequel est laissée la population, en grande difficulté. Rien n'est prévu pour que les jeunes et moins jeunes puissent se réunir... laissant comme seuls lieux possibles, le trottoir du centre commercial ou les entrées d'immeubles ! Le centre social n'est ouvert qu'en journée et aux très jeunes. Pour les autres, les pouvoirs publics ont fait un geste clair : un poste de la police municipale au milieu des commerces, des patrouilles de la police nationale à l'intérieur de la cité et plus de contrôles (au faciès)... Une politique qui ne peut que mettre plus d'huile sur le feu !

Nos quartiers sont délaissés mais nous sommes riches de diversités, de cultures, de solidarités, d'envies de changer le monde. C'est grâce à cette richesse qu'ensemble nous pourrions renverser cette logique, imposer des conditions de vie dignes pour toutes et tous !

Comité NPA de Pessac

Dans un rapport rendu public le 2 juin, « *L'avenir se joue dans les quartiers pauvres* », l'Institut Montaigne (qu'on peut difficilement taxer de complaisance vis-à-vis de la population de ces quartiers : un des deux auteurs du rapport est le maire LREM de Clichy-sous-Bois) dénonce à sa façon les « *idées reçues* » : « *les 5,5 millions d'habitants des quartiers populaires souffrent d'un déficit de financement public dans tous les domaines [...] Ils ont moins de tout : moins de professeurs (et moins expérimentés) moins de crèches, d'équipements sportifs et culturels* »...

Bordeaux : les sans-abri sont en majorité

Les résultats de la Nuit de la solidarité du 20 janvier 2022, vaste opération de recensement des personnes sans-abri à l'initiative de la ville de Bordeaux, ont officiellement été rendus publics le 3 juin. Même si les résultats d'un questionnaire obtenus en une seule nuit et sans y associer les maraudes et associations de terrain peuvent poser question, ils donnent quand même une photo de la situation inquiétante du mal-logement bordelais, aggravée par la politique d'expulsions massives de la Préfète Buccio.

Les chiffres collectés par 450 bénévoles, 165 agents et analysés avec un comité scientifique composé de membres de l'INSEE et de l'Université de Bordeaux ont révélé qu'il y avait 599 personnes vivant dans

les rues, les campements et bidonvilles, et 297 en squats. Une vingtaine d'associations ont aussitôt dénoncé au moins 432 personnes de plus en situation de grande précarité et de mal logement.

Installées surtout dans le centre-ville et près de la gare, les personnes à la rue sont en grande majorité des hommes, 81,5 %, dont 69 % ont entre 25 et 55 ans. Dans les campements, par contre, il y a plus de familles et de femmes. Les 25 à 55 ans y sont les plus nombreux (53 %) mais il y a aussi plus de jeunes, 27 % de mineurs. Il n'y a pas de statistiques sur leur origine mais les migrants y sont nombreux. Beaucoup qui déclarent avoir eu un logement, l'ont perdu suite à une perte d'emploi entraînant une expulsion ou à une séparation fami-

liale. Le manque de logements sociaux est criant sur la Métropole qui est incapable de mettre en œuvre son propre plan de construction de logements sociaux.

La moitié de ces personnes contraintes de vivre dans la rue ont pourtant un travail. Le travail déclaré ou non est la première source de revenus pour 48 %, devant les prestations sociales (18 %) et la mendicité (14 %). Dans les bidonvilles, c'est 58 % des adultes qui déclarent travailler.

A la situation alarmante de travailleurs obligés de vivre à la rue ou en squat s'ajoute le très difficile accès aux centres d'urgence et à la couverture santé de ces personnes, des droits pourtant fondamentaux ! 37 % des habitants de bidonvilles ou de squats

Grève de la faim au CRA de Bordeaux

Le 21 mai dernier, dix retenus du CRA de Bordeaux entamaient une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie qui leur sont faites. Dans une lettre remise à la Cimade et adressée à la juge des libertés, ils expliquent leur révolte contre un enfermement qui peut se terminer par une expulsion dont le moment est imprévisible, mais qui peut aussi se prolonger, de mois en mois, jusqu'à 90 jours à l'issue desquels ils retrouvent leur liberté si aucune solution légale n'a été trouvée par l'administration pour les expulser. A cette torture psychologique, à la séparation d'avec leurs proches, leur famille, s'ajoutent des conditions d'hébergement et d'hygiène déplorables, mais aussi le comportement agressif et méprisant de certains membres du maître des lieux, la police de l'air et des frontières.

Cela en toute opacité. Rien de ce qui se passe dans les CRA ne sortirait au grand jour sans l'engagement militant des organisations habilitées à assister les retenus, ici la Cimade. La lettre des grévistes a ainsi été rendue publique sur le site de la Clé des Ondes, au cours de l'émission « A travers les murs » animée par des militantes de la Cimade tous les mercredis à 11h00. [1]

La plupart des grévistes ont cessé rapidement leur mouvement. Un seul a tenu jusqu'au 31 mai, et a renoncé alors qu'il entamait sa se-

conde prolongation d'un mois, conscient de son impuissance à changer les choses. Un autre s'était arrêté quelques jours auparavant alors qu'il achevait sa troisième prolongation et retrouvait sa liberté.

Limités un temps par l'épidémie de covid, les placements en rétention s'enchaînent de nouveau, et le CRA de Bordeaux devrait bientôt arriver à saturation. Les choses retournent à leur ordre insupportable, un ordre auquel nous ne nous résignons pas ! Liberté de circulation, des papiers pour toutes et tous, sans condition !

D.M.

[1] Voir sur notre site <https://www.npa33.org>, onglet « Collectif anticra », divers liens : lettre des retenus, posts de l'émission « A travers les murs »...



Quand le maire de Pessac s'insurge contre le « mépris »

Le peu ragoûtant feuilleton de la « relocalisation » du futur CRA vient de connaître un nouveau rebondissement. Depuis 4 mois, Raynal, le maire de Pessac, aidé par son compère Anziani, se dépense sans compter auprès de la Préfecture pour « relocaliser » le projet de futur CRA initialement prévu dans le quartier Monballon, à Pessac, dans un endroit moins soumis à la contestation populaire (numéros 109, 110, 111 d'Anticapitalistes !).

Il pensait l'affaire résolue... jusqu'à ce qu'il reçoive une convocation pour participer, le 21 juin, à une commission chargée de départager les entreprises qui ont répondu à l'appel d'offres établi sur la base du projet initial, c'est-à-dire à Monballon. La préfète prétend que le choix des entreprises ne préjuge pas du choix définitif du terrain, mais Raynal n'en a rien cru et s'est fâché. Dans un communiqué de presse du 16 juin, il écrit que c'est, pour lui, « une marque de mépris et un très grand manque de respect de la parole donnée et des engagements, pris pour étudier la solution alternative... ».

Du « mépris », parlons-en ! Raynal était parfaitement au courant du projet d'implantation du nouveau CRA à Monballon et s'était bien gardé de le faire savoir à ses administrés. C'est seulement lorsque l'affaire a été dévoilée bien malgré lui et que le collectif de riverains Crapasla s'est constitué qu'il a brutalement découvert que, réflexion faite, il était pour qu'on construise ce CRA ailleurs. Et il n'a cessé depuis de tenter d'instrumentaliser Crapasla pour combattre la campagne que nous menons dans le collectif Anticra non seulement contre la création d'un nouveau CRA, à Pessac, Mérignac ou ailleurs, mais pour la fermeture de tous les CRA, pour un accueil digne et sans conditions de tous les exilés.

Raynal partage avec la préfète et bien des responsables des partis dits de « gouvernement » la conviction que des individus sans-papiers, chassés de leur pays par la misère, la guerre, les dérèglements climatiques, sont par nature suspects, bons à enfermer et qu'il faut se donner les moyens de le faire. L'opportunisme politique fait bon ménage avec le mépris des droits humains les plus élémentaires !

des travailleurs

n'ont pas de couverture maladie. Ce pourcentage est de 57 % pour les sans-abris en ville.

L'accès aux structures d'aide et surtout aux hébergements d'urgence est catastrophique : 45 % n'ont jamais appelé le 115, la plupart du temps injoignable et les hébergements saturés. Lorsqu'elles l'ont fait, 63% des personnes sans-abri n'ont jamais été prises en charge, « ce qui peut questionner l'adéquation de ce dispositif pour des familles et des locuteurs souvent non francophones » conclut bien prudemment la ville.

Une situation simplement scandaleuse !

Mónica

Nos fiertés sont toujours à revendiquer

5 000 personnes se réunissaient dimanche 12 juin à Bordeaux pour la marche des fiertés. Malgré l'ambiance à la hauteur des dernières années, cette pride se terminait cette fois-ci dans le désarroi, un accident d'un char a fait plusieurs blessés juste avant la fin du parcours.

C'est au même moment que les manifestants et manifestantes ont rencontré des militants LGBTI-phobes brandissant une banderole « *Protégeons nos enfants, stop folies LGBT* » et d'autres agressant des membres du cortège. Un peu moins d'une dizaine ont été mis en



garde à vue. Difficile de savoir à quel point ces groupes sont des militants organisés. Chose certaine est que tous ont été relâchés sans suite. Preuve de plus que dans cette société, il reste des droits à revendiquer !

L'égalité, entre les personnes LGBTI et les autres, n'est pas gagnée. Les quelques avancées légales des dernières années sont loin de régler l'oppression LGBTI dans les faits, comme toutes les lois à propos de toutes les oppressions d'ailleurs. Alors contre les agressions, et pour les droits des minorités, nos cortèges militants avaient tout à fait leur place pour ouvrir la marche des fiertés dimanche. Leur place pour mettre en garde contre le rainbow washing en scandant : « *Même repeint en arc-en-ciel, le capital est criminel* » parce que le capitalisme surfe sur les oppressions pour nous diviser d'une part pour mieux nous exploiter de l'autre. Leur place pour affirmer que les LGBTI n'ont rien à attendre des vieilles institutions de cette société, que c'est dans les manifestations, dans la bagarre, que



les avancées peuvent être obtenues, et appliquées dans les faits ! « *En manif partout, et en bagarre tout le temps, la PMA pour toutes, nous on la veut maintenant !* ». Pour faire face à l'idée réactionnaire selon laquelle la « folie » serait du côté de celles et ceux qui manifestent et luttent pour une société dans laquelle tout le monde peut vivre son genre et son orientation sexuelle, une société sans oppressions.

Nous continuerons donc, à la pride comme ailleurs, à affirmer cette nécessité : Contre toutes les oppressions, nous ferons la révolution !

Percy Douglas

A voir

Exposition

Nous et les autres, des préjugés au racisme

La science a-t-elle quelque chose à dire sur le racisme ? Peut-on être raciste sans le savoir ? Existe-t-il des contextes plus propices au développement du racisme ? Que puis-je faire pour lutter contre le racisme ?... L'exposition nous accueille par un mur de questions, et se propose d'y répondre, en cherchant à démêler ce qui relève des sciences (biologie, histoire, sociologie, psychologie, etc.) et ce qui est le produit des idéologies.

Scientifique et politique, l'exposition est bien utile pour saper les préjugés, même si on peut regretter qu'elle accorde peu de place aux mobilisations militantes contre le racisme. Le catalogue, tiré de l'exposition originale au Musée de l'Homme à Paris, en parle davantage.



Elle propose un parcours qui commence par « *moi et les autres* », autour des mécanismes psychologiques utilisés par le racisme, de la différenciation à la hiérarchisation, en passant par la catégorisation, l'essentialisation, la discrimination... La compréhension de ces mécanismes nécessite d'aller vers l'explication historique des rapports d'exploitation et de domination. C'est ce que montre la suite, « *race et histoire* », autour notamment de la colonisation qui a provoqué la « *racialisation des identités collectives* » pour justifier la soumission des peuples colonisés et l'esclavage. Les expositions coloniales, les objets et pubs de la vie quotidienne, les programmes

Sylvie Laplace

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Sylvie Laplace, brutalement emportée par la maladie, militante révolutionnaire de longue date au Pays Basque.

C'est en 68 qu'elle a connu des militants de la LCR, en particulier Claude Larrieu, un camarade décédé accidentellement en 2016, un drame et un manque dont elle parlait souvent.

Militante de la LCR depuis les années 70, elle fut comme Claude partie prenante en 1995 du projet d'un « parti des travailleurs » auquel Arlette Laguiller avait appelé lors de la présidentielle, ce qui les a menés ensuite à militer dans le groupe Voix des Travailleurs formé par tous les militants exclus de Lutte ouvrière en mars 1997 qui avaient rendu vivant cet appel d'Arlette Laguiller.

Militante fidèle à ses premiers engagements, elle rejoignit à nouveau la LCR avec laquelle VDT fusionna en 2000 puis le NPA au sein duquel elle défendait l'unité des révolutionnaires.

Sylvie a milité aussi de nombreuses années au Planning Familial dès les années 70, et elle y a tenu régulièrement des permanences au bureau de Bayonne. Elle a été de toutes les luttes féministes, notamment pour le droit à l'avortement, participant aux rassemblements et manifestations nationales et locales, de tous les combats pour le droit des femmes à être libres.

Elle a exercé des responsabilités à la CGT, à l'Union locale CGT de Bayonne, et bien sûr dans toutes les entreprises où elle a travaillé.

Agent territoriale, elle a travaillé à la mairie de Biarritz d'où elle avait été licenciée, puis à la police municipale de Biarritz où elle avait été réintégrée après une lutte acharnée contre son licenciement.

Par son engagement militant, elle avait su gagner le respect des policiers municipaux, une prouesse dont elle n'était pas peu fière.

Elle participait aussi avec les militants nationalistes Abertzale en particulier aux luttes de défense des droits des prisonniers politiques, victimes d'un traitement par l'État Français qui la révoltait, qu'elle ne cessait de dénoncer en affirmant son point de vue de classe, internationaliste.



Jusqu'au bout, malgré ses problèmes de santé, elle a continué à défendre ses idées communistes révolutionnaires avec toute sa détermination et sa forte personnalité, pour un parti démocratique et révolutionnaire. Elle militait aussi bien sûr pour l'unité des révolutionnaires, qu'elle défendait dans le NPA mais aussi auprès des militants de Lutte ouvrière avec lesquels elle avait gardé des relations de camarades.

Elle a tenu jusqu'au bout dans sa dignité à nous encourager à garder le cap de la perspective de se préparer à la révolution socialiste, à la prise du pouvoir par les travailleurs-es, contre ce monde invivable et pour un monde qui réponde aux besoins de tous.

Nous nous souviendrons de son courage, sa détermination à lutter contre sa maladie et toutes les complications qui en ont suivi, mais aussi de sa force et sa dignité pour poursuivre son combat pour ses idées.

Sylvie aimait faire la fête, les moments conviviaux où l'on échange et on rit. Sa chaleur et son humour espiègle vont nous manquer.

Nous pensons bien sûr à son fils, Jon, dont elle nous parlait souvent, ainsi qu'à tous ses proches affectés par sa disparition.

Ses camarades

scolaires, contribuaient à étendre le racisme au sein des classes populaires. L'expo montre aussi comment des scientifiques ont pu nourrir des préjugés et servir les pouvoirs. D'autres ont été des militants pour combattre la prétendue supériorité biologique de certains humains sur d'autres.

La dernière partie propose un « état des lieux » sur le racisme aujourd'hui. Elle montre comment la génétique a tordu le cou au « racisme biologique », la notion de race n'ayant aucun fondement scientifique chez les être humains. Mais le racisme

social est bien là. Graphiques et témoignages montrent ce qu'il en est des discriminations en France, et aussi des évolutions d'une société où de nombreuses barrières tombent.

François Minvielle

**Au Muséum d'histoire naturelle
Jardin public de Bordeaux
exposition temporaire jusqu'au 5 février 2023
du mardi au dimanche, 10h30-18h, 7 ou 4 €**

A voir - La ruche

film de la réalisatrice kosovare Blerta Basholli
jusqu'au 28 juin à Utopia

En 2006, dans un village du Kosovo, sept ans après la fin de la guerre, de très nombreuses femmes attendent encore de savoir ce que sont devenus leurs maris portés disparus. Au début du film, Fahrije se rend sur les lieux d'un charnier, espérant que parmi les corps exhumés, elle trouvera le sien.

Au village, les femmes sont seules pour subvenir aux besoins de leurs familles. La douleur est toujours présente, l'espoir aussi, le deuil impossible et survivre est un combat de tous les jours. Fahrije exploite les ruches de son mari, mais ce n'est pas les quelques pots de miel vendus au marché qui peuvent lui permettre de nourrir ses deux enfants et le père de son mari resté à sa charge. Il faut trouver une autre source de revenu.

Le poids du patriarcat pèse lourdement sur ces femmes, à qui est interdite la moindre initiative, le moindre écart qui bouscule

les traditions ancestrales dans lesquelles elles sont enfermées. Quand une ONG leur offre l'opportunité d'apprendre à conduire, seule Fahrije aura le courage d'accepter et d'affronter la vindicte d'hommes qui n'hésiteront pas à jeter des pierres sur sa voiture ou à chercher à abuser d'elle.

Courageuse et déterminée, elle a un projet, lancer la production artisanale d'av-jar, un condiment local à base de poivrons, et en proposer la vente à la superette de la ville voisine. Elle voudrait y associer toutes les femmes qui peinent comme elle à survivre et fonder une coopérative qui leur permettrait de prendre leur vie en main. Les obstacles sont immenses et il faudra du temps pour que, aidée au début en cachette par de rares voisines, d'autres femmes se sentent encouragées à sur-



monter les préjugés et les rejoignent. Leur communauté finira par s'imposer grâce à leur effort collectif et leur solidarité. Le film, empreint d'humanité et de sororité est tiré d'une histoire vraie.

Christine Héraud

The image is a poster for the '14^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA'. The background is a teal color. On the left, there is a large school of white fish swimming towards the right. In the center, there is a white silhouette of a shark swimming towards the left, with its mouth open as if to eat the school of fish. The text '14^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA' is written in large, white, bold letters at the top right. At the bottom, there is a red banner with white text that reads 'DU DIMANCHE 21 AU MERCREDI 24 AOÛT'.

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.
Inscription et tarif sur le site du NPA : nouveaupartianticapitaliste.org/UE2022
ou auprès du NPA 33 : 07 83 64 43 49

Sylvie Laplace

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de notre camarade Sylvie Laplace, brutalement emportée par la maladie, militante révolutionnaire de longue date au Pays Basque. C'est en 68 qu'elle a connu des militants de la LCR, en particulier Claude Larrieu, un camarade décédé accidentellement en 2016, un drame et un manque dont elle parlait souvent.

Militante de la LCR depuis les années 70, elle fut comme Claude partie prenante en 1995 du projet d'un « parti des travailleurs » auquel Arlette Laguiller avait appelé lors de la présidentielle, ce qui les a menés ensuite à militer dans le groupe Voix des Travailleurs formé par tous les militants exclus de Lutte ouvrière en mars 1997 qui avaient rendu vivant cet appel d'Arlette Laguiller.

Militante fidèle à ses premiers engagements, elle rejoignit à nouveau la LCR avec laquelle VDT fusionna en 2000 puis le NPA au sein duquel elle défendait l'unité des révolutionnaires.

Sylvie a milité aussi de nombreuses années au Planning Familial dès les années 70, et elle y a tenu régulièrement des permanences au bureau de Bayonne. Elle a été de toutes les luttes féministes, notamment pour le droit à l'avortement, participant aux rassemblements et manifestations nationales et locales, de tous les combats pour le droit des femmes à être libres.

Elle a exercé des responsabilités à la CGT, à l'Union locale CGT de Bayonne, et bien sûr dans toutes les entreprises où elle a travaillé.

Agent territoriale, elle a travaillé à la mairie de Biarritz d'où elle avait été licenciée, puis à la police municipale de Biarritz où elle avait été réintégrée après une lutte acharnée contre son licenciement.

Par son engagement militant, elle avait su gagner le respect des policiers municipaux, une prouesse dont elle n'était pas peu fière.

Elle participait aussi avec les militants nationalistes Abertzale en particulier aux luttes de défense des droits des prisonniers politiques, victimes d'un traitement par l'Etat Français qui la révoltait, qu'elle ne cessait de dénoncer en affirmant son point de vue de classe, internationaliste.

Jusqu'au bout, malgré ses problèmes de santé, elle a continué à défendre ses idées communistes révolutionnaires avec toute sa



détermination et sa forte personnalité, pour un parti démocratique et révolutionnaire. Elle militait aussi bien sûr pour l'unité des révolutionnaires, qu'elle défendait dans le NPA mais aussi auprès des militants de Lutte ouvrière avec lesquels elle avait gardé des relations de camarades.

Elle a tenu jusqu'au bout dans sa dignité à nous encourager à garder le cap de la perspective de se préparer à la révolution socialiste, à la prise du pouvoir par les travailleurs-es, contre ce monde invivable et pour un monde qui réponde aux besoins de tous.

Nous nous souviendrons de son courage, sa détermination à lutter contre sa maladie et toutes les complications qui en ont suivi, mais aussi de sa force et sa dignité pour poursuivre son combat pour ses idées.

Sylvie aimait faire la fête, les moments conviviaux où l'on échange et on rit. Sa chaleur et son humour espiègle vont nous manquer.

Nous pensons bien sûr à son fils, Jon, dont elle nous parlait souvent, ainsi qu'à tous ses proches affectés par sa disparition.

Ses camarades

scolaires, contribuaient à étendre le racisme au sein des classes populaires. L'expo montre aussi comment des scientifiques ont pu nourrir des préjugés et servir les pouvoirs. D'autres ont été des militants pour combattre la prétendue supériorité biologique de certains humains sur d'autres.

La dernière partie propose un « *état des lieux* » sur le racisme aujourd'hui. Elle montre comment la génétique a tordu le cou au « racisme biologique », la notion de race n'ayant aucun fondement scientifique chez les être humains. Mais le racisme so-

cial est bien là. Graphiques et témoignages montrent ce qu'il en est des discriminations en France, et aussi des évolutions d'une société où de nombreuses barrières tombent.

François Minvielle

**Au Muséum d'histoire naturelle
Jardin public de Bordeaux
exposition temporaire jusqu'au 5 février 2023
du mardi au dimanche, 10h30-18h, 7 ou 4 €**

A voir - La ruche

film de la réalisatrice kosovare Blerta Basholli
jusqu'au 28 juin à Utopia

En 2006, dans un village du Kosovo, sept ans après la fin de la guerre, de très nombreuses femmes attendent encore de savoir ce que sont devenus leurs maris portés disparus. Au début du film, Fahrije se rend sur les lieux d'un charnier, espérant que parmi les corps exhumés, elle trouvera le sien.

Au village, les femmes sont seules pour subvenir aux besoins de leurs familles. La douleur est toujours présente, l'espoir aussi, le deuil impossible et survivre est un combat de tous les jours. Fahrije exploite les ruches de son mari, mais ce n'est pas les quelques pots de miel vendus au marché qui peuvent lui permettre de nourrir ses deux enfants et le père de son mari resté à sa charge. Il faut trouver une autre source de revenu.

Le poids du patriarcat pèse lourdement sur ces femmes, à qui est interdite la moindre initiative, le moindre écart qui bouscule

les traditions ancestrales dans lesquelles elles sont enfermées. Quand une ONG leur offre l'opportunité d'apprendre à conduire, seule Fahrije aura le courage d'accepter et d'affronter la vindicte d'hommes qui n'hésiteront pas à jeter des pierres sur sa voiture ou à chercher à abuser d'elle.

Courageuse et déterminée, elle a un projet, lancer la production artisanale d'av-jar, un condiment local à base de poivrons, et en proposer la vente à la superette de la ville voisine. Elle voudrait y associer toutes les femmes qui peinent comme elle à survivre et fonder une coopérative qui leur permettrait de prendre leur vie en main. Les obstacles sont immenses et il faudra du temps pour que, aidée au début en cachette par de rares voisines, d'autres femmes se sentent encouragées à sur-

LA RUCHE



monter les préjugés et les rejoignent. Leur communauté finira par s'imposer grâce à leur effort collectif et leur solidarité. Le film, empreint d'humanité et de sororité est tiré d'une histoire vraie.

Christine Héraud

14^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA



DU DIMANCHE 21 AU MERCREDI 24 AOÛT

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.
Inscription et tarif sur le site du NPA : nouveaupartianticapitaliste.org/UE2022
ou auprès du NPA 33 : 07 83 64 43 49